

## DÉBAT SUR L'IDENTITÉ NATIONALE

## Morceaux choisis

*Sans commentaire aucun, nous reproduisons dans ce qui suit, ce que nous avons eu à relever de déclarations officielles relatives au débat français sur l'identité nationale, émanant de personnalités du pouvoir en place, de partis politiques de droite comme de gauche ou de la société civile...*

*Une panoplie de déclarations bien réfléchies, ou au contraire qui sortent*

*spontanément des tripes, et ce sont ces déclarations-là qui sont souvent révélatrices des convictions profondes de ceux qui les émettent.*

*Le choix opéré parmi les centaines de déclarations est forcément arbitraire, mais nous avons décidé de reproduire celles des personnalités les plus représentatives des courants qu'elles portent et celles que connaissent, de*

*par leur réputation, nos lecteurs. La constatation qui s'impose à la lecture des ces propos est que ce débat se résume à l'équation suivante : identité nationale-immigration-musulmans, et ce, même chez certains qui utilisent l'artifice du langage pour légitimer ce débat et contribuer à préparer pour les mois prochains les mesures déjà dans les tiroirs. L'on parle même aujourd'hui*

*dans l'Hexagone, et c'est une nouvelle frontière franchie, de retour sur la double nationalité. Ce discours n'est plus porté par l'extrême droite seule. Face à cette atmosphère aux relents souvent racistes, il existe fort heureusement, des résistants dans l'élite et qui se font entendre, mais aussi chez le petit peuple français qui ne se fait pas prendre au piège de ce débat populiste.*

Propos sélectionnés par Khadidja Baba-Ahmed, bureau du *Soir* à Paris.

**Nicolas Sarkozy, chef de l'Etat français :** «Au lieu de

sans appel le peuple suisse, essayons aussi de comprendre ce qu'il a voulu exprimer et ce que ressentent tant de peuples en Europe, y compris le peuple français... Je m'adresse à mes compatriotes musulmans pour leur dire que je ferai tout pour qu'ils se sentent des citoyens comme les autres... Mais je veux leur dire aussi que, dans notre pays, où la civilisation chrétienne a laissé une trace profonde, où les valeurs de la République sont partie intégrante de notre identité nationale, tout ce qui pourrait apparaître comme un défi à cet héritage et à ces valeurs condamnerait à l'échec de l'instauration si nécessaire d'un Islam de France...



**François Fillon, Premier ministre :** «Le débat sur l'identité nationale n'est pas de circonstance, c'est un débat complexe et passionnant...

Qu'est-ce qu'être Français ? Il n'y a pas de réponse unique, mais il existe des lignes de force qui nous rassemblent... Ce qui doit être combattu, c'est l'intégrisme, mais surtout pas les musulmans... Il n'y a rien de choquant à dire ensemble qu'il est normal que ceux-là même qui sont venus dans notre pays s'approprient l'héritage du pays des droits de l'homme.»



**Eric Besson, ministre de l'Immigration et de l'Identité nationale :** «Une partie des Français s'interrogea sur une question simple: est-ce que l'Islam est compatible avec la République et la démocratie ? Ce débat devra permettre de valoriser l'apport de l'immigration à l'identité nationale et de proposer des actions permettant de mieux faire partager les valeurs de l'identité nationale à chaque étape du parcours d'intégration... Je pense, par exemple, qu'il serait bon que tous les jeunes français aient une fois dans l'année l'occasion de chanter la Marseillaise.»

**Henri Guaino, conseiller spécial du Président :** «Dire

que l'immigration ou la question religieuse n'ont rien à voir avec la crise identitaire qui mine toute l'Europe serait absurde... Comment allons-nous résoudre le problème qui nous est posé par des jeunes nés en France qui, pour la première fois dans notre histoire, définissent leur identité par opposition à l'identité française... ?»

**Christian Estrosi, ministre chargé de l'Industrie et maire de Nice :** «Si à la veille du

second conflit mondial, dans un temps où la crise économique envahissait tout, le peuple allemand avait entrepris de s'interroger sur ce qui fonde réellement l'identité allemande, héritière des Lumières, patrie de Goethe et du romantisme, alors peut-être aurions-nous évité l'atrocité et douloureux naufrage de la civilisation européenne.»

**Frédéric Lefebvre, porte-parole de l'UMP (parti au pouvoir) :** «La défense de notre modèle culturel et de la douce France chantée par Trenet passe par la redéfinition de notre identité nationale.»

**Claude Goasquen, député UMP :** «C'est un véritable problème, l'Islam et les mosquées... il s'agit de prendre conscience de cette communauté. Comment elle-même doit-elle évoluer ? Comment les Français peuvent-ils évoluer avec elle ?»

**Nadine Morano, secrétaire d'Etat à la famille :** «Moi, ce que je veux du jeune musulman quand il est Français, c'est qu'il aime son pays, c'est qu'il trouve un travail, c'est qu'il ne parle pas le verlan, qu'il ne mette pas sa casquette à l'envers.»

**Dominique de Villepin, ancien Premier ministre :** «Le débat sur l'identité nationale ne peut pas être isolé du

contexte dans lequel il est lancé et de la personne qui l'a lancé, le ministre de l'Identité nationale et de l'Immigration... Cela suffit à mon sens à fausser le débat, à encoder l'idée que la question de l'identité nationale serait liée à la question de l'immigration», explique l'ancien diplomate, en ajoutant : «Cela conduit donc à



un débat piégé d'avance.» L'organisation de ce débat «à quelques encablures des élections régionales lui donne une arrière-pensée, une connotation politicienne, qui n'est pas à la mesure de l'enjeu.»

**Andre Valentin, député UMP :** «Il est temps qu'on réagisse parce qu'on va se faire bouffer... il y a déjà 10 millions (immigrés, ndlr), 10 millions que l'on paie à rien foutre.»

**François Baroin, député UMP :** «Le débat sur l'identité nationale lancé à quelques encablures des régionales, c'est gros comme un hippopotame dans une mare asséchée... Etre français aujourd'hui c'est tout simplement respecter l'esprit de la Constitution et les lois de la République et des principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.»

**Jean-Pierre Raffarin, sénateur UMP, ancien Premier ministre :** «La question de l'identité, ça ne peut pas être une réflexion de comptoir... notre identité est métissée, il faut

bien aujourd'hui l'admettre, c'est une réalité... et d'autre part, il ne faut pas mettre les élections régionales dans ce débat.»



**Yazid Sabeg, commissaire à la diversité et à l'égalité des chances :** «Je suis mal à l'aise (par ce débat) et c'est mon rôle d'avertir. Ce débat échappe à tout contrôle, peut aggraver les fractures et donne à beaucoup de Français, les français de confession musulmane, le sentiment d'être une fois de plus marginalisés... c'est devenu un déversoir et un défouloir.»

**Marine le Pen, députée européenne, vice-présidente du FN :** «Peut-on continuer à laisser entrer de manière massive une immigration qui, par sa culture et son nombre, dissout notre

identité nationale ? Les sifflets de la Marseillaise au Stade de France par des porteurs de carte d'identité nationale, les émeutes des banlieues de 2005, le climat dans les écoles



qui interdit l'étude de certains sujets, la question du voile puis maintenant de la burqa, les mariages forcés ou les crimes d'honneur, les ratonnades anti-Blancs au cœur de Paris, la ghettoïsation voire la purification ethnique de fait de certains quartiers, de certaines écoles ou même de certains sports, la généralisation effarante et l'escalade des revendications communautaristes sont autant d'alertes qu'il serait irresponsable de ne pas analyser ou de ne pas traiter.»

**Remi Carillon, FN, propose 3 référendums :** «Pour le droit du sol ou pour le droit du sang ? Peut-on, oui ou non, avoir une seconde nationalité ? Un étranger naturalisé français doit-il être déchu de la nationalité française s'il commet un crime ou un délit ?»

**Pierre Laurent, coordinateur national du PCF :** «Une démarche du petit ministre des sales besognes de Nicolas Sarkozy... A quand les meetings de l'UMP où l'on entonnera Maréchal nous voilà ? La limite du supportable est dépassée. Il faut s'unir d'urgence pour faire stopper cette inquiétante dérive.»

**Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste :** «On veut opposer identité nationale à immigration, comme si aujourd'hui le problème de l'identité c'était les immigrés. Ce débat a un côté malsain, extrêmement dangereux. Nous pensons que l'identité de la France n'est pas ethnique, pas religieuse, pas culturelle... c'est l'appartenance à des valeurs communes.»



**Benoît Hamon, porte-parole du PS :** «Exploiter cette question de l'identité nationale sur le dos de celles et ceux qui sont les victimes de politiques antisociales,

de remise en cause des droits, d'abandon des territoires, je trouve ça objectivement assez indigne.»

**Arnaud Montebourg, député socialiste :** «Le pouvoir a piétiné les principes de la laïcité, exaltant le prêtre contre l'instituteur.»

**Jean-Luc Melenchon, président du Parti de gauche :** «C'est quoi être Français ? Etre Français c'est avoir une carte d'identité française et les droits qui vont avec, point. Celui qui l'a, l'est. Celui qui ne l'a pas, ne l'est pas. Né sur le sol de France : Français. C'était comme ça depuis l'édit de Villiers-Cotterêts et le roi François 1<sup>er</sup>. Puis Pasqua et Sarkozy en ont beaucoup retiré. Mais la règle générale reste. C'est le droit du sol... la France est une nation politique. Une construction politique en cours, permanente.»

**Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts :** «L'identité nationale, c'est savoir comment on vit ensemble avec nos ressemblances bien qu'on ait des différences.»

**Daniel Cohn-Bendit, euro-député, président groupe Verts :** «Moi je dis que tout débat qui cherche à sanctifier une identité veut exclure... le fascisme, c'est l'exclusion. On peut exclure à un moment historique les juifs. Maintenant, c'est les musulmans. Il y a actuellement une tentation fascisante, une tentation de l'extrême, de repousser, de mettre dehors : c'est ça qui a été la définition première du national-socialisme.»

**Jean-Yves Camus, chercheur à IRIS :** «Il faut que le gouvernement ait le courage — ou l'inconscience — politique de le dire clairement s'il pense que l'Islam va à l'encontre des valeurs de notre pays. Tout le monde sent bien que c'est la question qui sous-tend le débat actuel. La preuve : les dérapages verbaux qui émaillent les discussions sur l'identité nationale.»

K.-B. A.

## Appel de chercheurs contre ce rapt nationaliste de l'idée de nation

«Nous sommes ainsi appelés à devenir coauteurs et coresponsables du contrôle identitaire sur la France. Nous ne pouvons pas accepter que le regard inquisiteur d'un pouvoir identitaire puisse planer, en s'autorisant de nous, sur la vie et les gestes de chacun... C'est pourquoi il est temps aujourd'hui de réaffirmer publiquement, contre ce rapt nationaliste de l'idée de nation, les idéaux universalistes qui sont au fondement de notre République. Nous appelons donc les habitants, les associations, les partis et les candidats aux futures élections à exiger avec nous la suppression de ce ministère de l'Identité nationale et de l'Immigration, car il met en danger la démocratie.»